Elections législatives du 18 novembre 1962

Circonscription de CASTRES-MAZAMET

MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE

Mes Chers Compatriotes,

J'ai été choisi par mes amis pour être le porte-drapeau du MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE, pour ma fidélité à la doctrine du Mouvement dans lequel je milite depuis vingt années et pour la confiance que m'ont témoigné les électeurs de CASTRES depuis douze ans que je les représente à la Municipalité.

Issu d'une vieille famille castraise, ancien élève du Lycée Jean-Jaurès, j'ai quitté Castres pour poursuivre mes études à la Faculté de Toulouse et à l'Institut Supérieur de Chimie pour obtenir le diplôme d'ingénieur chimiste et de licencié ès-sciences.

Réfractaire au S.T.O. en Allemagne, j'ai milité dans les mouvements de jeunesse.

Syndicaliste, je me suis toujours intéressé aux problèmes économiques et aux questions sociales.

Entrepreneur de travaux publics, je peux apprécier les difficultés économiques auxquelles se heurtent dans notre région les entreprises.

Père de 3 enfants, je connais les besoins et les problèmes familiaux et éducatifs .

Jusqu'ici, le M.R.P. a été représenté par François REILLE-SOULT. Aujourd'hui, le Président de la Fédération du Tarn, l'ancien vice-président du groupe parlementaire M.R.P., député honoraire, a voulu marquer par sa présence à mes côtés, en même temps que la permanence du M.R.P. et la pérennité de notre idéal, son désir de me voir continuer son action. Je l'en remercie vivement et je suis heureux qu'il démontre une fois de plus son attachement à l'idéal démocratique.

Une transformation profonde de la France doit être entreprise, dans ses structures politiques et économiques. Pour l'avenir, nous vous proposons, en sollicitant vos suffrages, trois objectifs fondamentaux :

- **Une démocratie moderne ;**
- **L'expansion économique pour permettre le progrès social et familial ;**
- **L'unité de l'Europe, pour assurer la Paix, la Sécurité et le Progrès.**

Une démocratie moderne exige :

UN GOUVERNEMENT EFFICACE ;
UN PARLEMENT UTILE ;
DES CITOYENS RESPONSABLES.

Le M.R.P. à l'égard de la Ve République n'a pratiqué ni le soutien inconditionnel ni l'opposition systématique. Il a approuvé avec le peuple français la Constitution de 1958 à laquelle il demeure attaché. Il a contribué à mettre fin à la guerre d'Algérie. En revanche, il a refusé de suivre le Pouvoir quand celui-ci a remis en cause la construction de l'Europe et interprété abusivement les lois fondamentales.

Pour l'avenir, le gouvernement d'une nation moderne doit être fort, à l'abri de l'instabilité. Mais le Pouvoir ne doit pas être isolé et confié aux technocrates. Sans équilibre des Pouvoirs et sans l'appui de la Nation, il n'y a ni autorité ni démocratie véritable.

C'est pourquoi, nous demandons que le Parlement exerce la plénitude de ses droits législatifs et de contrôle ; que les grandes forces de demain — les syndicats et la jeunesse — soient associées à une politique nationale ; que le pouvoir politique et la responsabilité économique soient solidement liés.

Alors, seulement, le vide politique qui menace la France sera comblé.

L'expansion économique doit se faire au bénéfice de tous les Français.

Le redressement financier, la stabilité monétaire n'ont été obtenus depuis quatre ans qu'aux dépens du niveau de vie de nombreuses catégories de Français.

Il s'agit d'abord de vouloir un véritable politique des revenus.

Pour commencer, il faut augmenter les ressources :

— des ouvriers, en hâtant la suppression des zones de salaires ;
— des familles, en rattrapant le retard pris par les allocations familiales sur les salaires ;
— des personnes âgées, dont les prestations sont restées anormalement basses, ainsi que le plafond de leur versement ;
— des ouvriers retraités, par un meilleur calcul du montant de la retraite et l'octroi de cette retraite à 60 ans, et dans les professions pénibles, à 55 ans ;
— des paysans, par une véritable indexation des prix des denrées ;
— des serviteurs de l'Etat ;

Et parallèlement, contrôler rigoureusement les dépenses publiques.

Il faut rendre l'enseignement accessible à tous les niveaux, pour tous les enfants. Cette démocratisation doit s'effectuer dans le maintien de la liberté.

Enfin la planification de l'économie réalisée avec le concours des organisations syndicales et professionnelles doit viser à :

— accélérer la décentralisation industrielle par les stimulants fiscaux et financiers ;
— assouplir le crédit ;
— promouvoir les réformes de structure indispensables à la modernisation de l'agriculture et à la mise à parité des agriculteurs avec les autres catégories sociales ;
— offrir aux rapatriés d'Algérie les meilleures conditions d'intégration dans l'économie nationale ;
— mettre en place de véritables conseils économiques et sociaux à la tête de chaque région, dotés de pouvoirs d'information et éventuellement de décisions plus larges.

L'Europe Unie, seule, permettra d'assurer : notre développement ; notre sécurité ; la consolidation de la Paix.

Le moment est venu de savoir si l'Europe va être enfin pourvue d'une autorité politique, seule capable de prendre les décisions devenues indispensables pour poursuivre et accélérer son unité économique elle-même.

En effet, seul un véritable gouvernement européen pourra définir et appliquer une politique européenne commune, afin que l'agriculture française garde le bénéfice des accords de Bruxelles et améliore ses débouchés ; que soit accélérée l'harmonisation des salaires ; que soient réalisées une coordination de l'énergie et une hormanisation des investissements qui évitent le gaspillage.

Mais, par delà son progrès économique, l'Europe doit assurer sa sécurité ; or, celle-ci ne peut être garantie que dans le cadre d'une défense européenne commune. C'est pourquoi, le M.R.P. s'est déclaré hostile au principe d'une force de frappe atomique strictement nationale.

Une Europe unie sera respectée par ses adversaires et traitée en égale par ses alliés.

Sur le plan régional, il est nécessaire d'obtenir :

— Un équipement routier et ferroviaire moderne, pour rompre l'isolement de notre région ; La route de CASTRES à BEZIERS doit devenir une importante voie de rocade.
— L'apport d'une source d'énergie à bon marché, par le prolongement depuis TOULOUSE du feeder du gaz de Lacq.
— L'aide de l'Etat sur le plan financier et, par voie autoritaire au besoin, provoquer l'implantation d'industries nouvelles, dans le cadre de l'aménagement du territoire, notamment par la décentralisation de certaines entreprises travaillant pour l'Etat.
— Le remembrement des exploitations dans les communes rurales partout où cela est possible.

Je m'efforcerai de mettre tout en œuvre pour le développement du tourisme régional.

Enfin, je pense que l'on peut arriver à une solution pour l'aménagement des cours d'eau qui puisse satisfaire à la fois les industriels, les riverains et les pêcheurs. Le traitement des eaux doit être effectué sur une grande échelle, non plus par usine, mais par groupe d'usines avec l'aide conjointe du département et des intéressés.

Maire-Adjoint de Castres, j'ai toujours accueilli les personnes qui ont bien voulu me demander un conseil ou un service, et je me suis toujours mis à la disposition de mes compatriotes.

Dimanche 18 novembre, vous éliminerez l'équivoque et l'incertitude, et vous donnerez à cette circonscription le représentant qui, vous le savez, assurera la défense de vos libertés et de vos légitimes intérêts parce qu'il est le fils de ce terroir.

Ne vous abstenez pas, le vote du premier tour est capital.



VIVE LA CIRCONSCRIPTION DE CASTRES-MAZAMET !
VIVE LA REPUBLIQUE !
VIVE LA FRANCE !

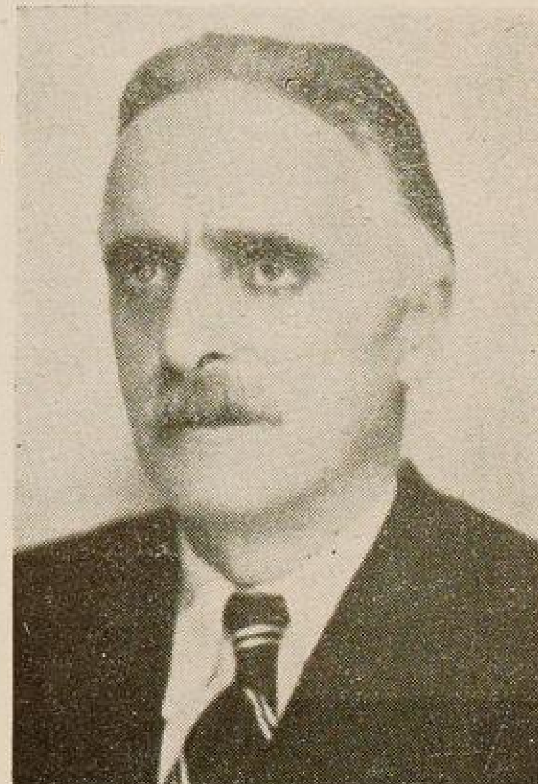
Gaston BOUSQUET

Ingénieur chimiste, licencié ès Sciences
Entrepreneur de Travaux Publics
Maire-adjoint de Castres

Suppléant :

François REILLE-SOULT

Député honoraire



... Coop. du Sud-Ouest, ALBI